

Navalny : la vie devant soi

Marie Mendras

Loin de mettre un terme à l'humeur protestataire qui gagne la Russie, l'empoisonnement d'Alexeï Navalny, à l'été 2020, a plutôt renforcé la position de ce dernier à la tête de l'opposition démocratique à un pouvoir corrompu.

Le 20 août 2020, à Tomsk en Sibérie, Alexeï Navalny était empoisonné au novitchok, un concentré chimique composé d'agents innervants, produit par un laboratoire militaire russe. Cette substance est si dangereuse qu'un membre de son équipe voyageant avec lui aurait pu être touché par cette attaque. Après plusieurs semaines de coma et de soins intensifs à Berlin, le leader de l'opposition démocratique, âgé de 44 ans, a retrouvé toutes ses facultés. Il est animé par l'énergie farouche du survivant.

Les autorités russes continuent de nier la tentative de meurtre contre Navalny et contestent même le fait qu'il ait subi un empoisonnement. La publication en décembre de la très sérieuse enquête menée par The Insider, Bellingcat, CNN, Der Spiegel, El Pais et la Fondation pour la lutte contre la corruption dirigée par Navalny a déstabilisé le Kremlin, qui a reconnu faire suivre l'opposant par le FSB, mais rejette toujours les preuves de harcèlement, d'empoisonnement et d'autres attaques physiques depuis 2016.

Déni et mensonges

Il y a du Trump dans l'obsession du Kremlin à nier la dose de novitchok destinée à tuer l'opposant le plus populaire de Russie. L'assassinat n'a pas réussi ; il n'a donc pas eu lieu. « Rien n'est vrai, tout est possible », pour reprendre la formule du journaliste britannique Peter Pomerantsev¹. Au cours d'une conversation téléphonique tendue avec le président Macron, le 14 septembre 2020, Vladimir Poutine a conclu que Navalny s'était probablement empoisonné lui-même pour faire parler de lui.

Quatorze ans plus tôt, le 10 octobre 2006, en visite à Dresde, le président russe commentait avec le même cynisme le meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa : ce meurtre « cause aux autorités, en Russie et en Tchétchénie, plus de dégâts et de dommages » que les écrits de la victime, dont « la capacité d'influence sur la vie politique du pays était extrêmement insignifiante ». La célèbre reporter était alors la bête noire du Kremlin. Ses ouvrages et ses reportages dans la Novaïa Gazeta décrivaient les exactions en Tchétchénie, les violences policières et la corruption des puissants en Russie.

Le 5 novembre 2020, le ministère de l'Intérieur russe, par la voix de sa branche sibérienne, a une nouvelle fois affirmé, au mépris des examens produits par plusieurs laboratoires européens, qu'aucune substance toxique n'avait été trouvée dans l'organisme du malade ou sur ses affaires. Alexei Navalny aurait souffert d'une « pancréatite », dont il se serait remis grâce aux bons soins des médecins d'Omsk, où il avait été transporté après un atterrissage en urgence.

De Berlin, où il passe sa convalescence, Alexeï Navalny rappelle qu'il était en très bonne santé avant le 20 août. Selon les médecins allemands, sa vigueur l'a aidé à résister au poison. Navalny était harcelé et menacé depuis des années. Il avait déjà subi une tentative d'empoisonnement en 2018 et avait failli perdre un œil en 2017 dans une agression à un liquide toxique. Par un coup de baguette malicieuse, le poison a transformé le justicier en héros moderne russe.

Rappelons que Iouri Skripal et sa fille ont failli succomber au novitchok à Salisbury en mars 2018. Les meurtriers ont été identifiés, deux hommes du renseignement russe qui sont protégés par le Kremlin. Poutine les a reçus après leur mission en Angleterre et a récusé toute implication : « Ils étaient en vacances. »

Dans sa « conversation » annuelle avec le peuple, le 17 décembre 2020, le président russe a répondu pendant plus de quatre heures à une multitude de questions préparées par des équipes dans les grandes villes de Russie. Comme d'habitude, les sujets désagréables ont été abordés, pour permettre à Poutine de désamorcer les bombes, sans craindre d'être poussé dans ses retranchements, puisqu'une seconde question sur le même thème est hors jeu.

Sur la pandémie, très mal gérée par le pouvoir central, et en plein essor à partir de septembre 2020, le président s'est barricadé dans une seule réponse : le vaccin est prêt, il sauvera la Russie. Deux semaines plus tard, le ministère de la Santé reconnaîtra, avec une candeur stupéfiante, que les chiffres des contaminés et des décès étaient faux. Les victimes du virus étaient trois fois plus nombreuses qu'officiellement comptabilisées, car le médecin ou l'hôpital avait pour instruction de déclarer une autre cause de décès – pneumonie, diabète, arrêt cardiaque – si le malade n'avait pas été testé positif². Pour l'année 2020, le nombre « officiel » de décès Covid serait de 186 000, plaçant la Russie troisième dans le monde pour le nombre de morts par habitant.

Médecins et experts affirment que cette estimation reste en dessous de la réalité. Quant au nombre de personnes contaminées, il reste impossible à établir car la plupart des cas positifs n'ont pas été enregistrés. Ceci explique la frénétique campagne de vaccination, dans des conditions critiquées, notamment l'inoculation de la première dose, sans assurance d'une seconde dose.

Interrogé sur l'affaire Navalny, Vladimir Poutine n'a pu retenir quelques ricanements nerveux en s'étonnant qu'on s'intéresse tant au « patient d'une clinique de Berlin ». En effet, il ne prononce jamais le nom de son ennemi. Il a choisi de servir le récit complotiste : ce sont des services étrangers qui ont agi, et accusé nos services. Puis, il a dérapé et ajouté : « Si c'étaient les nôtres, le travail aurait été fait et accompli jusqu'au bout. » Il a commis cet aveu alors même que les « empoisonneurs » du FSB se trouvaient traqués par les enquêteurs de Navalny et de The Insider. Dans leur publication du 21 décembre, Bellingcat et The Insider ont apporté la preuve irréfutable de la SpetsOperatsiia qui a tourné au fiasco.

L'enquête, la preuve, et l'aveu

Dès le lendemain de l'empoisonnement, des membres de l'équipe sibérienne de Navalny mènent l'enquête. Ils saisissent divers objets dans la chambre de l'hôtel de Tomsk, dont ils

ont obtenu qu'elle ne soit pas nettoyée. Cependant, le mode d'administration du poison n'a pu être établi. En revanche, trois laboratoires européens ont certifié dès le mois de septembre que la substance était une forme de novitchok, produit très certainement dans un laboratoire militaire russe.

Une enquête est alors organisée discrètement par deux medias d'investigation, le russe The Insider, le britannique Bellingcat, en coordination avec l'équipe de Navalny (www.bellingcat.com). CNN, Der Spiegel et El Pais apportent leur concours.

Dans une histoire digne du Petit Poucet, les services de renseignement russes ont marqué leur passage à chaque étape. Ils suivaient la cible sans prendre de précaution, à Moscou et au cours de ses nombreux voyages à travers la Russie. Ce qui devait être une « opération spéciale » minutieusement préparée et couronnée de succès a révélé l'inaptitude du FSB à remplir une mission précise : tuer l'opposant et « ennemi » de Vladimir Poutine. Le directeur de The Insider, Roman Dobrokhotov, a expliqué comment avait été trouvées l'identité et les données personnelles des huit agents impliqués dans l'opération : tout simplement en achetant l'information sur le marché noir !

Le 14 décembre, à 7 heures précises du matin, l'équipe russe établit un contact, par téléphone ou en sonnant à la porte du domicile, avec chacun des hommes du FSB. Alexei Navalny réussit à joindre Konstantin Koudriavtsev, en prétendant écrire un rapport sur l'empoisonnement pour Nikolai Patrouchev, secrétaire du Conseil de Sécurité et ancien chef du FSB. L'homme tombe dans le piège et avoue la tentative de meurtre, dans les détails, pendant une conversation de 49 minutes, enregistrée, puis diffusée sur Internet le 21 décembre. Il est le « chimiste » du groupe, et explique comment le poison a été mis dans les coutures du caleçon de Navalny, qui lui demande alors de quelle couleur était le caleçon. Koudriavtsev répond : « bleu ». Depuis lors, les protestataires anti-Poutine brandissent des caleçons bleus dans les rues de Russie.

David contre Goliath

Alexeï Navalny est jeune, grand et beau. Il a la famille idéale. Sa femme Ioulia soutient son action et affirme qu'ils rentreront en Russie dès que possible. Leur fille de 19 ans étudie à l'université de Stanford aux États-Unis ; leur fils de 12 ans va au collège dans les faubourgs de Moscou.

Navalny parle au futur, pas au passé, ce qui le distingue des hommes du Kremlin et des vieux routards de la politique, comme le xénophobe Jirinovsky ou le communiste Ziouganov, qui rabâchent les frustrations d'une puissance passée et la nostalgie d'un soviétisme rassurant.

L'effet de miroir désavantage Vladimir Poutine, isolé et usé par vingt ans de pouvoir, et que la chance semble avoir quitté. Le sentiment que le chef décline et perd la main se lit dans la couverture des journaux gouvernementaux, et dans les propos off de nombreux experts proches du pouvoir. Les thèmes délicats, comme la mauvaise gestion de la pandémie et la montée du chômage, tiennent une place importante dans la couverture médiatique et les autorités sont tenues responsables de la crise sanitaire. La situation économique et sociale se dégrade dans toutes les provinces de Russie.

Alexei Navalny est à la fois sûr de lui, habité par sa mission et stratégique. Il est aussi ouvert, transparent et curieux que Poutine est fermé, secret et hostile à tout ce qui vient d'ailleurs. Il s'informe sur les expériences d'autres pays, pour en tirer des leçons. À chacune de nos rencontres, il s'est enquis de notre système français, de notre mode de représentation citoyenne et des politiques européennes. À l'été 2016, alors qu'il hésitait à appeler au boycott des législatives de septembre, il demandait l'opinion d'experts européens. Il a reçu une bourse de World Fellow de l'université de Yale en 2010 et maîtrise très bien l'anglais.

Agir et convaincre

Navalny est dans l'action. L'idéologie n'est pas son affaire, mais il a beaucoup d'idées et retient celles qui permettent d'agir. Il voyage à travers la Russie depuis des années et a ouvert des quartiers généraux dans plus de quarante régions russes.

En 2011, il crée la Fondation pour la lutte contre la corruption. Par ses enquêtes sur l'enrichissement malhonnête de dirigeants et hommes d'affaires, il a pu dévoiler la corruption du pouvoir, à une exception près, trop risquée : la fortune du président. En revanche, sa vidéo de 2017 sur la corruption de Dmitri Medvedev, alors Premier ministre, notamment à travers des associations caritatives orthodoxes, a fait le tour de la planète.

Navalny avait donc déjà fait ses preuves, comme avocat, enquêteur anti-corruption, blogueur et tribun politique, avant de s'engager dans la bataille des élections législatives de décembre 2011, entachées de lourdes fraudes. Sa carrière politique décolle alors en trombe. Il lance contre le parti du pouvoir un slogan devenu viral : « Russie unie, parti des voleurs et des escrocs ! » (partiiia vorov i zhulikov). Pour des millions de Russes excédés de l'arbitraire du régime, tout est clairement dit : le pouvoir leur vole leurs voix et vole aussi leur pays ; la corruption est économique et politique, et concerne tous les cercles dirigeants, partout dans la Fédération. Alexei Navalny est convaincu, comme Boris Nemtsov avant lui, que le pouvoir tombera grâce à la résistance des électeurs³.

Alexei Navalny est convaincu, comme Boris Nemtsov avant lui, que le pouvoir tombera grâce à la résistance des électeurs.

En septembre 2013, l'opposant se présente aux municipales à Moscou. Il n'a alors que 37 ans. Cet incroyable défi lancé au pouvoir, alors qu'il était sous contrôle judiciaire après une première condamnation, dans l'attente du verdict de la cour d'appel, lui a immédiatement donné une formidable renommée ; 27 % des votants selon les résultats officiels, 30 à 33 % selon les estimations des observateurs, ont voté pour le plus farouche opposant à la tête de la puissante capitale.

Depuis ce succès d'estime en septembre 2013, Navalny vit sous pression, constamment harcelé, menacé, perquisitionné, emprisonné à de nombreuses reprises, pour quelques semaines ou quelques mois. Son frère Oleg a purgé trois ans et demi de prison, pris en otage à la place de son frère⁴.

Le prix est lourd à payer, mais la nouvelle opposition démocratique a enfin un visage et une base populaire. Des dizaines de milliers de Russes, dont beaucoup sont très jeunes, animent son mouvement politique pour « le vote intelligent ». Cette stratégie invite les électeurs à donner leur voix à n'importe quel candidat, pourvu qu'il ne travaille pas pour le système poutinien. Elle a permis de construire de fortes minorités d'opposition au sein de conseils municipaux, dont celui de Moscou.

Le nouveau combat, pour l'opposition, est le renouvellement de la Douma d'État en septembre 2021. Cette échéance électorale s'annonce comme un défi redoutable pour le groupe dirigeant, qui ne pourra conserver la quasi-unanimité de l'Assemblée législative qu'en falsifiant massivement les résultats et en intensifiant la répression politique. Or la mobilisation citoyenne est telle que le « vol » des suffrages pourrait entraîner des troubles, comme en Biélorussie. D'ailleurs, les démocrates russes soutiennent la révolte des Biélorusses contre Alexandre Loukachenko, qui refuse de quitter la présidence depuis le 9 août 2020, quand il a été massivement désavoué par les électeurs.

Poutine, la fin devant soi ?

Le Kremlin a été rattrapé par les crises internes, du marasme économique et social à la pandémie de Covid-19. Le pays subit de plein fouet l'accélération du virus depuis octobre 2020. Le diable se cache dans les détails, dit le dicton ; il se niche aussi dans l'imprévu. Au-delà de l'épidémie, des circonstances imprévisibles ont fait dérailler les scénarios. La révolution anti-Loukachenko en Biélorussie et la survie de Navalny à l'empoisonnement ont gâché le coup de force constitutionnel du printemps.

Vladimir Poutine avait alors forcé son jeu, en s'octroyant le droit de se représenter à la présidentielle en 2024 et en 2030. Une révision majeure de la Constitution avait été « votée » par le Parlement, puis « plébiscitée » par un vote sous contrôle⁵. En novembre 2020, alors que la santé de Poutine agitait les réseaux sociaux, le Kremlin a fait passer une nouvelle loi de révision constitutionnelle. L'article 93 sera réécrit, pour assurer aux anciens présidents de la Russie une immunité totale après avoir quitté le pouvoir. De plus, l'ex-chef d'État deviendra « sénateur à vie », fonction honorifique protégée de toute poursuite judiciaire.

Cette obsession du pouvoir sans limite et sans fin révèle la crainte existentielle du régime. Manifestations et grèves sont devenues des faits quotidiens à travers la Fédération de Russie. Par exemple, depuis juillet 2020, la région de Khabarovsk en Extrême-Orient conteste dans la rue l'emprisonnement inique de son gouverneur élu.

Après l'annexion de la Crimée, célébrée avec passion en 2014, la ferveur populaire s'est peu à peu mue en découragement et repli sur l'insécurité du quotidien.

Les interventions militaires russes à l'étranger – en Ukraine, en Syrie, en Libye – inquiètent désormais la grande majorité des Russes, soucieux de vivre en paix. À l'automne 2020, la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, a encore renforcé ce désir de rester hors des conflits extérieurs. Vladimir Poutine n'a pas soutenu militairement son allié arménien au Karabakh. Il a attendu la défaite arménienne pour négocier un arrêt des combats le 10 novembre, et déployer ses « forces de maintien de la paix » le long de la ligne

de front. Ce déploiement post-guerre n'est pas vu par les Russes comme une victoire, mais comme un nouveau foyer d'insécurité. Le territoire du Haut-Karabakh est réduit à une petite enclave où la population arménienne sera soumise au bon vouloir de l'autocrate azerbaïdjanais. C'est une pax turca plus qu'une pax russica, un accord fragile car insupportable pour une Arménie exsangue et isolée⁶.

Les tensions s'exacerbent entre Moscou et les capitales européennes. L'Union européenne soutient le combat politique des Biélorusses et appelle Moscou à lâcher le régime Loukachenko. De nouvelles sanctions ont été votées contre les responsables de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny. Et, comme d'habitude, Moscou a annoncé des contre-sanctions. L'opposant démocrate devait disparaître, il occupe désormais une place centrale dans la politique intérieure, et extérieure, de la Russie.

1. Peter Pomerantsev, Rien n'est vrai, tout est possible. Aventures dans la Russie d'aujourd'hui, trad. par Pascale-Marie Deschamps, Paris, Saint-Simon, 2015.
2. Voir Marie Mendras, "Coronavirus : Poutine apparaît comme un chef autoritaire en perte d'autorité", Le Monde, 13 mai 2020.
3. Assassiné en février 2015 devant les remparts du Kremlin, Nemtsov appelait à la fin de l'intervention russe en Ukraine, au départ de Poutine, et à des réformes politiques et économiques. Il avait été vice-Premier ministre sous Boris Eltsine.
4. Voir Oleg Navalny, 3 et demi, Moscou, Poliandria Print, 2018.
5. Voir Marie Mendras, « Le coup constitutionnel de Vladimir Poutine », Esprit, mars 2020.
6. Voir Marie Mendras, "La défaite arménienne n'est pas une victoire russe" [en ligne], Boulevard Extérieur, 1er décembre 2020.